



Premier trimestre 2019

**États financiers et rapport de gestion sur la situation
financière et les résultats d'exploitation**

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2019

État consolidé des résultats (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2019	2018
Produits et autres revenus		
Produits (a)	7 965	7 900
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	17	34
Total des produits et des autres revenus	7 982	7 934
Dépenses		
Exploration	33	8
Achats de pétrole brut et de produits (b)	4 895	4 780
Production et fabrication (c)	1 595	1 431
Frais de vente et frais généraux (c)	213	194
Taxe d'accise fédérale	394	397
Dépréciation et épuisement	390	377
Retraite non liée aux services et autres avantages au départ à la retraite	36	27
Financement (d) (note 6)	28	23
Total des dépenses	7 584	7 237
Bénéfice (perte) avant impôts	398	697
Impôts sur le bénéfice	105	181
Bénéfice (perte) net	293	516
Informations par action (en dollars canadiens)		
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat de base (note 11)	0,38	0,62
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat dilué (note 11)	0,38	0,62
(a) Sommes remboursables par des apparentés comprises dans les produits.	1 722	1 373
(b) Sommes remboursables à des apparentés comprises dans les achats de pétrole brut et autres produits.	728	892
(c) Sommes remboursables à des apparentés comprises dans les dépenses de production et fabrication, et les frais de vente et frais généraux.	161	141
(d) Sommes remboursables aux apparentés comprises dans le financement, (note 6)	28	20

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

État consolidé du résultat étendu (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2019	2018
Bénéfice (perte) net	293	516
Autres éléments du résultat étendu (perte), après impôts sur les bénéfices		
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite (excluant l'amortissement)	18	(19)
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite inclus dans le coût net des prestations constituées pour la période	27	34
Total des autres éléments du résultat étendu (perte)	45	15
Résultat étendu (perte)	338	531

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Bilan consolidé (PCGR des États-Unis, non audité)

en millions de dollars canadiens	Au 31 mars 2019	Au 31 déc. 2018
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie	1 011	988
Comptes débiteurs, déduction faite des créances douteuses estimatives (a)	3 233	2 529
Stocks de pétrole brut et de produits	1 251	1 297
Matières, fournitures et charges payées d'avance	568	541
Total de l'actif à court terme	6 063	5 355
Investissements et créances à long terme (b)	854	857
Immobilisations corporelles, déduction faite de l'amortissement cumulé et de l'épuisement	53 878 (19 634)	53 944 (19 719)
Immobilisations corporelles, montant net	34 244	34 225
Écart d'acquisition	186	186
Autres éléments d'actif, y compris non matériels (montant net) (note 9)	1 150	833
Total de l'actif	42 497	41 456
Passif		
Passif à court terme		
Billets et emprunts (c)	202	202
Comptes créditeurs et charges à payer (a) (note 9)	4 713	3 688
Impôts sur le bénéfice à payer	37	65
Total du passif à court terme	4 952	3 955
Dettes à long terme (d) (note 7)	4 972	4 978
Autres obligations à long terme (e) (note 9)	3 108	2 943
Passif d'impôts futurs	5 146	5 091
Total du passif	18 178	16 967
Capitaux propres		
Actions ordinaires à la valeur attribuée (f) (note 11)	1 427	1 446
Bénéfices réinvestis (note 12)	24 364	24 560
Cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) (note 13)	(1 472)	(1 517)
Total des capitaux propres	24 319	24 489
Total du passif et des capitaux propres	42 497	41 456

(a) Les comptes débiteurs, déduction faite des créances douteuses estimatives, comprennent des sommes remboursables nettes par des apparentés de 797 millions de dollars (666 millions de dollars en 2018).

(b) Les Investissements et créances à long terme comprenaient des sommes remboursables à des apparentés de 200 millions de dollars (146 millions de dollars en 2018).

(c) Les billets et emprunts comprennent des sommes remboursables à des apparentés de 75 millions de dollars (75 millions de dollars en 2018).

(d) Les dettes à long terme comprennent des sommes remboursables à des apparentés de 4 447 millions de dollars (4 447 millions de dollars en 2018).

(e) Les autres obligations à long terme comprenaient des sommes remboursables à des apparentés de 4 millions de dollars (15 millions de dollars en 2018).

(f) Le nombre d'actions ordinaires autorisées et en circulation était respectivement de 1 100 millions et de 773 millions (respectivement 1 100 millions et 783 millions en 2018).

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Approuvé par le Conseil, le 2 mai 2019

/s/ Richard M. Kruger

Président du Conseil,
président et chef de la direction,

/s/ Daniel E. Lyons

Vice-présidente principale
finances et administration, et trésorière

État consolidé des flux de trésorerie (PCGR des États-Unis, non audité)

Rentrées (sorties) en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2019	2018
Activités d'exploitation		
Bénéfice (perte) net	293	516
Ajustements relatifs aux éléments hors trésorerie :		
Dépréciation et épuisement	390	377
(Gain) perte à la vente d'actifs (note 4)	5	(10)
Impôts sur les bénéfices reportés et autres	(4)	185
Variations de l'actif et du passif d'exploitation :		
Comptes débiteurs	(704)	427
Stocks, matières, fournitures et charges payées d'avance	19	(217)
Impôts sur le bénéfice à payer	(28)	16
Comptes créditeurs et charges à payer	903	(415)
Autres postes – montant net (a) (b)	129	106
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 003	985
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (b)	(431)	(371)
Produits de la vente d'actifs (note 4)	22	12
Prêts à une société dans laquelle la compagnie détient une participation en actions	(54)	(6)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(463)	(365)
Activités de financement		
Réduction d'obligations de location-financement (note 8)	(7)	(6)
Dividendes versés	(149)	(134)
Actions ordinaires achetées (note 11)	(361)	(250)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(517)	(390)
Augmentation (diminution) de trésorerie	23	230
Trésorerie au début de la période	988	1 195
Trésorerie à la fin de la période (c)	1 011	1 425
(a) Comprendait une cotisation aux régimes enregistrés de retraite.	(41)	(44)
(b) L'impact des programmes d'émission de carbone est inclus dans l'acquisition d'immobilisations corporelles et tous les autres postes, montant net.		
(c) La trésorerie est composée de liquidités en banque et d'équivalents de trésorerie au prix coûtant. Les équivalents de trésorerie sont des titres très liquides arrivant à échéance au plus tard trois mois après la date de leur achat.		

Les notes aux états financiers consolidés font partie intégrante de ces états.

Notes aux états financiers consolidés (non audités)

1. Fondement de la présentation des états financiers

Ces états financiers consolidés non audités ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (PCGR) et observent les mêmes conventions comptables et méthodes de calcul que celles des derniers états financiers consolidés annuels déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis dans le rapport annuel 2018 sur formulaire 10-K de la compagnie et doivent se lire en parallèle avec ceux-ci. De l'avis de la compagnie, l'information fournie dans les présentes reflète les régularisations et les ajustements connus qui sont nécessaires pour obtenir un état fidèle des résultats pour les périodes visées. Ces ajustements sont de nature récurrente.

Pour ses activités d'exploration et de production, la compagnie suit la méthode de la capitalisation du coût de la « recherche fructueuse ».

Les résultats des trois mois clos le 31 mars 2019 ne donnent pas nécessairement une idée de l'activité à prévoir pour l'ensemble de l'exercice.

Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.

2. Modifications comptables

À compter du 1^{er} janvier 2019, l'Impériale a adopté la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Leases (Topic 842)* et ses versions successives. La norme exige que tous les contrats de location soient comptabilisés comme un actif au titre du droit d'utilisation et un passif dans le bilan. La méthode de transition utilisée par la compagnie applique la nouvelle norme sur les contrats de location à compter du 1^{er} janvier 2019. La compagnie a appliqué une politique visant à exclure du bilan la comptabilisation des baux à court terme et pris certaines mesures pratiques lors de l'adoption. Tel qu'autorisé, l'Impériale n'a pas réévalué si les contrats en vigueur sont ou contiennent des baux, la classification des baux existants, les coûts directs initiaux de tout bail existant et si les servitudes et droits de passage existants, qui n'étaient pas comptabilisés auparavant comme baux, sont ou contiennent un bail. Au moment de l'adoption de la norme comptable concernant les contrats de location, le 1^{er} janvier 2019, un passif au titre des contrats de location-exploitation de 298 millions de dollars a été comptabilisé et l'actif au titre du droit d'utilisation étaient de 298 millions de dollars. Il n'y a eu aucun ajustement à effet cumulatif des bénéfices.

3. Secteurs d'activité

Trois mois au 31 mars en millions de dollars canadiens	Secteur Amont		Secteur Aval		Produits chimiques	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Produits et autres revenus						
Produits (a)	2 240	1 989	5 474	5 607	251	304
Ventes intersectorielles	948	657	448	362	72	73
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	-	1	10	22	-	-
	3 188	2 647	5 932	5 991	323	377
Dépenses						
Exploration	33	8	-	-	-	-
Achats de pétrole brut et de produits	1 586	1 374	4 582	4 294	193	202
Production et fabrication	1 156	1 012	381	368	58	51
Frais de vente et frais généraux	-	-	179	173	21	21
Taxe d'accise fédérale	-	-	394	397	-	-
Dépréciation et épuisement	334	318	46	51	4	3
Retraite non liée aux services et autres avantages au départ à la retraite	-	-	-	-	-	-
Financement (note 6)	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses	3 109	2 712	5 582	5 283	276	277
Bénéfice (perte) avant impôts	79	(65)	350	708	47	100
Impôts sur le bénéfice	21	(21)	93	187	13	27
Bénéfice (perte) net	58	(44)	257	521	34	73
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	280	337	732	590	48	83
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (b)	372	206	129	57	17	4
Total de l'actif au 31 mars (c)	35 235	34 463	5 556	5 034	454	417

Trois mois au 31 mars en millions de dollars canadiens	Comptes non sectoriels et autres		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Produits et autres revenus						
Produits (a)	-	-	-	-	7 965	7 900
Ventes intersectorielles	-	-	(1 468)	(1 092)	-	-
Revenus de placement et d'autres sources (note 4)	7	11	-	-	17	34
	7	11	(1 468)	(1 092)	7 982	7 934
Dépenses						
Exploration	-	-	-	-	33	8
Achats de pétrole brut et de produits	-	-	(1 466)	(1 090)	4 895	4 780
Production et fabrication	-	-	-	-	1 595	1 431
Frais de vente et frais généraux	15	2	(2)	(2)	213	194
Taxe d'accise fédérale	-	-	-	-	394	397
Dépréciation et épuisement	6	5	-	-	390	377
Retraite non liée aux services et autres avantages au départ à la retraite	36	27	-	-	36	27
Financement (note 6)	28	23	-	-	28	23
Total des dépenses	85	57	(1 468)	(1 092)	7 584	7 237
Bénéfice (perte) avant impôts	(78)	(46)	-	-	398	697
Impôts sur le bénéfice	(22)	(12)	-	-	105	181
Bénéfice (perte) net	(56)	(34)	-	-	293	516
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(57)	(25)	-	-	1 003	985
Dépenses en immobilisations et frais d'exploration (b)	11	7	-	-	529	274
Total de l'actif au 31 mars (c)	1 697	1 934	(445)	(268)	42 497	41 580

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE

- (a) Comprend des ventes à destination des États-Unis de 1 664 millions de dollars (1 207 millions de dollars en 2018). Des ventes à destination des États-Unis ont été enregistrées dans tous les secteurs d'activité, mais surtout dans celui du secteur Amont.
- (b) Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration comprennent les frais d'exploration, les ajouts aux immobilisations corporelles, les ajouts aux contrats de location-acquisition, les investissements additionnels et les acquisitions. Les dépenses en immobilisations et frais d'exploration excluent l'achat de crédits de carbone.
- (c) À compter du 1^{er} janvier 2019, l'Impériale a adopté la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Leases (Topic 842)* et ses versions successives. En date du 31 mars 2019, le « total de l'actif » inclut un actif au titre du droit d'utilisation de 286 millions de dollars. Le choix a été fait de ne pas retraiter les exercices antérieurs. Pour plus de détails, voir la note 8.

4. Revenus de placement et d'autres sources

Les revenus de placement et d'autres sources comprenaient les gains et les pertes à la vente d'actifs suivants :

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2019	2018
Produits de la vente d'actifs	22	12
Valeur comptable de la vente d'actifs	27	2
Gain (perte) à la vente d'actifs, avant impôts	(5)	10
Gain (perte) à la vente d'actifs, après impôts	(4)	7

5. Avantages de retraite

Les composantes du coût net des prestations sont les suivantes :

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2019	2018
Avantages de retraite :		
Coût des services actuels	57	60
Intérêts débiteurs	81	76
Rendement prévu de l'actif des régimes	(87)	(101)
Amortissement du coût des services passés	-	1
Amortissement des pertes (gains) actuariels	37	44
Coût net des prestations constituées de l'exercice	88	80
Autres avantages postérieurs au départ à la retraite :		
Coût des services actuels	4	4
Intérêts débiteurs	5	5
Amortissement des pertes (gains) actuariels	-	2
Coût net des prestations constituées de l'exercice	9	11

6. Financement et renseignements supplémentaires sur les billets et emprunts

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2019	2018
Intérêts sur la dette	39	30
Intérêts capitalisés	(11)	(7)
Intérêts débiteurs – montant net	28	23
Autres intérêts	-	-
Financement total	28	23

7. Dette à long terme

en millions de dollars canadiens	Au 31 mars	Au 31 déc.
	2019	2018
Dette à long terme	4 447	4 447
Location-financement (a)	525	531
Total de la dette à long terme	4 972	4 978

(a) L'analyse des échéances des dettes de location-financement est présentée à la note 8.

8. Contrats de location

En général, la compagnie achète les biens, les installations et les équipements de production, mais il arrive que des actifs soient loués, principalement des wagons-citernes, des navires, des cuves de stockage et autres équipements mobiles. Le passif au titre des contrats de location-exploitation et l'actif au titre du droit d'utilisation sont comptabilisés au bilan pour les contrats de location d'une durée initiale attendue supérieure à un an, en actualisant les montants fixes du contrat de location pour la durée de la location qui est raisonnablement certaine, en tenant compte de la probabilité d'exercice d'une option de résiliation anticipée ou de prolongation. La partie des paiements fixes liée aux frais de service des ententes à long terme de prestation de transport est exclue du calcul de l'actif au titre du droit d'utilisation et du passif au titre des contrats de location. Les actifs sont habituellement loués pour une partie de leur vie utile seulement et sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation. Dans des situations bien précises, les actifs sont loués pour pratiquement toute leur durée de vie utile et sont comptabilisés comme des contrats de location-financement. En général, les contrats de location sont capitalisés en utilisant le taux d'emprunt marginal de la compagnie.

Les paiements variables en vertu de ces contrats de location ne sont pas importants. Les garanties de valeur résiduelle, les restrictions ou les clauses liées aux contrats de location, de même que les transactions avec des apparentés ne sont pas non plus importantes. Les activités de la compagnie en tant que bailleur ne sont pas significatives.

Au moment de l'adoption de la norme comptable concernant les contrats de location, le 1^{er} janvier 2019, un passif au titre des contrats de location-exploitation de 298 millions de dollars a été comptabilisé et l'actif au titre du droit d'utilisation était de 298 millions de dollars. Il n'y a eu aucun ajustement à effet cumulatif des bénéfices.

Le tableau suivant résume le total des dépenses de location engagées :

	Trois mois au 31 mars 2019	
	Contrats de location- exploitation	Contrats de location- financement
<i>en millions de dollars canadiens</i>		
Coût des contrats de location-exploitation	37	
Court terme et autre (net des revenus de sous-location)	15	
Amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation		13
Intérêt sur les dettes de location		10
Coût total de location	52	23

Le tableau suivant résume les montants relatifs aux contrats de location-exploitation et de location-financement comptabilisés au bilan consolidé :

	Au 31 mars 2019	
	Contrats de location- exploitation	Contrats de location- financement
<i>en millions de dollars canadiens</i>		
Actif au titre du droit d'utilisation		
Inclus dans Autres éléments d'actif, y compris non matériels (montant net)	286	
Inclus dans Immobilisations corporelles, montant net		588
Actif total au titre du droit d'utilisation	286	588
Charges de location exigibles durant l'année		
Inclus dans Comptes créditeurs et charges à payer	123	45
Inclus dans Billets et emprunts		27
Passif au titre des contrats de location à long terme		
Inclus dans Autres obligations à long terme	160	4
Inclus dans Dette à long terme		525
Passif total au titre des contrats de location	283	601

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE

L'analyse des échéances des dettes locatives de la compagnie, la moyenne pondérée de la durée restante des contrats de location et la moyenne pondérée des taux d'actualisation appliqués sont résumées ci-dessous :

	Au 31 mars 2019	
en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire	Contrats de location- exploitation	Contrats de location- financement
Analyse des échéances des dettes locatives		
Mois restants de 2019	101	84
2020	90	71
2021	45	50
2022	15	49
2023	13	48
2024	12	47
2025 et après	28	1 086
Total des paiements de location	304	1 435
Valeur actualisée	(21)	(834)
Passif total au titre des contrats de location	283	601
Moyenne pondérée de la durée restante des contrats de location (années)	4	38
Moyenne pondérée du taux d'actualisation (%)	2,7	7,0

En plus du passif au titre des contrats de location-exploitation dans le tableau ci-dessus, en date du 31 mars 2019, les engagements locatifs non actualisés pour des contrats de location n'ayant pas encore débuté totalisent 11 millions de dollars. Ces engagements locatifs non comptabilisés représentent l'écart principal entre le passif au titre des contrats de location-exploitation indiqué dans le tableau ci-dessus et le montant de 291 millions de dollars déclaré au 31 décembre 2018 au titre des engagements locatifs minimum en vertu de l'ancienne norme relative aux contrats de location.

Le tableau ci-dessous résume les sommes versées pour des montants inclus dans l'évaluation du passif au titre des contrats de location et l'actif au titre du droit d'utilisation obtenu en échange de nouveaux contrats de location :

	Trois mois au 31 mars 2019	
en millions de dollars canadiens	Contrats de location- exploitation	Contrats de location- financement
Sommes versés pour des montants inclus dans l'évaluation du passif au titre des contrats de location		
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	36	
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		7
Passif au titre du droit d'utilisation hors trésorerie comptabilisé comme passif de location		
Pour l'adoption le 1 ^{er} janvier de la norme <i>Leases (Topic 842)</i>	298	-
En échange du passif au titre de nouveaux contrats de location en cours d'exercice	7	-

COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE

Au 31 décembre 2018, la compagnie était liée par des contrats de location-exploitation non résiliables visant principalement des cuves de stockage, des wagons-citernes et des navires assortis d'engagements locatifs minimaux non actualisés s'élevant à 291 millions de dollars, comme il est indiqué dans le tableau ci-dessous :

en millions de dollars canadiens	Au 31 déc. 2018
Paiements exigibles par exercice	
2019	130
2020	82
2021	43
2022	13
2023	11
2024 et après	12
Total des paiements locatifs en vertu d'engagements minimaux (a)	291

(a) En 2018, les charges locatives découlant des contrats de location-exploitation résiliables et non résiliables se sont élevées à 221 millions de dollars (206 millions de dollars en 2017, 253 millions de dollars en 2016). Les revenus locatifs connexes n'étaient pas significatifs.

9. Autres obligations à long terme

en millions de dollars canadiens	Au 31 mars 2019	Au 31 déc. 2018
Avantages de retraite (a)	1 172	1 195
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et autres passifs environnementaux (b)	1 444	1 435
Passif au titre de la rémunération à base d'actions	88	78
Passif au titre des contrats de location-exploitation (c)	160	-
Autres obligations	244	235
Total des autres obligations à long terme	3 108	2 943

(a) Les obligations comptabilisées au titre des avantages de retraite des employés comprennent aussi 55 millions de dollars à titre de passif à court terme (55 millions de dollars en 2018).

(b) Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les autres passifs environnementaux comprenaient aussi 118 millions de dollars comptabilisés à titre de passif à court terme (118 millions de dollars en 2018).

(c) À compter du 1^{er} janvier 2019, l'Impériale a adopté la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Leases (Topic 842)* et ses versions successives. La norme exige que tous les contrats de location soient comptabilisés au bilan comme un actif au titre du droit d'utilisation et un passif. Le passif au titre des contrats de location à long terme est inclus dans Autres obligations à long terme (note 8).

10. Instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers de la compagnie est déterminée en fonction de diverses données du marché et d'autres techniques d'évaluation pertinentes. Il n'y a pas de différence importante entre la juste valeur des instruments financiers de la compagnie et la valeur comptable inscrite aux livres. Au 31 mars 2019 et 31 décembre 2018, la juste valeur de la dette à long terme (4 447 millions de dollars, excluant les obligations de location-financement) était principalement une mesure de niveau 2.

11. Actions ordinaires

milliers d'actions	En date du 31 mars 2019	En date du 31 déc. 2018
Autorisées	1 100 000	1 100 000
Actions ordinaires en circulation	772 589	782 565

Le programme actuel d'offre de rachat ordinaire d'une durée de 12 mois a pris effet le 27 juin 2018 au titre duquel l'Impériale poursuivra son programme de rachat d'actions actuel. Ce programme permet à l'entreprise de racheter un maximum de 40 391 196 actions ordinaires (soit 5 % du nombre total d'actions en circulation le 13 juin 2018), comprenant les actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat ordinaire et à la société Exxon Mobil Corporation, une opération réalisée concurremment, mais hors de l'offre publique de rachat ordinaire. Dans le passé, la société Exxon Mobil Corporation avait informé la compagnie qu'elle avait l'intention de conserver la propriété d'environ 69,6 % du capital.

L'excédent du coût d'achat sur la valeur attribuée des actions a été inscrit à titre de distribution de bénéfices réinvestis.

Les activités liées aux actions ordinaires de la compagnie sont résumées :

	Milliers d'actions	Millions de dollars
Solde au 31 décembre 2017	831 242	1 536
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	2	-
Achats à la valeur attribuée	(48 679)	(90)
Solde au 31 décembre 2018	782 565	1 446
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	-	-
Achats à la valeur attribuée	(9 976)	(19)
Solde au 31 mars 2019	772 589	1 427

Le tableau ci-dessous présente le calcul du résultat par action ordinaire, avant et après dilution et les dividendes déclarés par la société sur ses actions ordinaires en circulation :

	Trois mois au 31 mars	
	2019	2018
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat de base		
Bénéfice (perte) net (en millions de dollars canadiens)	293	516
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions d'actions)	777,5	829,0
Bénéfice (perte) net par action ordinaire (en dollars)	0,38	0,62
Bénéfice (perte) net par action ordinaire – résultat dilué		
Bénéfice (perte) net (en millions de dollars canadiens)	293	516
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions d'actions)	777,5	829,0
Incidence des primes à base d'actions versées aux employés (en millions d'actions)	2,3	2,5
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, compte tenu d'une dilution (en millions d'actions)	779,8	831,5
Bénéfice (perte) net par action ordinaire (en dollars)	0,38	0,62
Dividendes par action ordinaire - annoncés (dollars)	0,19	0,16

12. Bénéfices réinvestis

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2019	2018
Bénéfices réinvestis au début de la période	24 560	24 714
Bénéfice (perte) net de l'exercice	293	516
Achats d'actions au-dessus de la valeur attribuée	(342)	(237)
Dividendes annoncés	(147)	(132)
Bénéfices réinvestis à la fin de la période	24 364	24 861

13. Autres éléments du résultat étendu (perte)

Variations du cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) :

en millions de dollars canadiens	2019	2018
Solde au 1 ^{er} janvier	(1 517)	(1 815)
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite :		
Variation au cours de l'exercice, excluant les montants reclassés		
provenant du cumul des autres éléments du résultat étendu	18	(19)
Montants reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu	27	34
Solde au 31 mars	(1 472)	(1 800)

Montants reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu – produit/(charge) avant impôts :

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2019	2018
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite		
inclus dans le coût net des prestations constituées de la période (a)	(37)	(46)

(a) Le cumul de ces autres éléments du résultat étendu est inclus dans le calcul du coût net des prestations constituées de la période (note 5).

Charge (crédit) d'impôt au titre des autres éléments du résultat étendu :

en millions de dollars canadiens	Trois mois au 31 mars	
	2019	2018
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite :		
Ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite (excluant l'amortissement)	7	(7)
Amortissement de l'ajustement du passif au titre des avantages postérieurs au départ à la retraite		
inclus dans le coût net des prestations constituées de la période	10	12
Total	17	5

14. Normes comptables publiées récemment

À compter du 1^{er} janvier 2020, l'Impériale adoptera la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Financial Instruments - Credit Losses (Topic 326)*, comme modifiée. Cette norme exige qu'une provision pour moins-value soit comptabilisée pour les pertes sur créance de certains actifs financiers, qui reflète les pertes de crédit courantes attendues sur la durée de vie contractuelle de l'actif. La provision pour moins-value tient compte du risque de perte, même s'il est négligeable, et tient compte des événements antérieurs, des conditions courantes et des attentes concernant le futur. L'Impériale évalue la norme et ses effets sur les états financiers de la compagnie.

Rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation

Résultats d'exploitation

Comparaison des premiers trimestres de 2019 et de 2018

Le bénéfice net de la compagnie au premier trimestre 2019 a été de 293 millions de dollars ou 0,38 dollar par action sur une base diluée, comparativement à 516 millions de dollars ou 0,62 dollar par action pour la même période en 2018.

Le bénéfice net du secteur Amont s'est élevé à 58 millions de dollars pour le premier trimestre, soit une hausse de 102 millions de dollars par rapport à la même période de 2018. L'amélioration des résultats reflète l'incidence de l'augmentation des prix obtenus pour le pétrole brut au Canada d'environ 160 millions de dollars et la hausse des volumes de Syncrude et Norman Wells d'environ 80 millions de dollars. Les résultats ont été affectés négativement par des dépenses d'exploitation plus élevées d'environ 120 millions de dollars et par les volumes de Cold Lake d'environ 50 millions de dollars moins élevés.

La valeur moyenne de West Texas Intermediate (WTI) s'est établie en moyenne à 54,90 dollars américains le baril au premier trimestre de 2019, une baisse par rapport à 62,89 dollars américains le baril au cours du même trimestre de 2018. Le cours moyen du Western Canada Select (WCS) s'est établi en moyenne à 42,44 dollars américains le baril, contre 38,67 dollars américains le baril pour les mêmes périodes. Le différentiel WTI et WCS s'est rétréci au cours du premier trimestre de 2019 pour s'établir en moyenne à environ 12 dollars américains le baril pour le trimestre, comparativement à environ 24 dollars américains le baril au cours de la même période en 2018.

Le dollar canadien valait en moyenne 0,75 dollar américain au premier trimestre 2019, soit une baisse de 0,04 dollar américain depuis le premier trimestre 2018.

Les réalisations moyennes de l'Impériale en dollars canadiens pour le bitume ont augmenté pendant le trimestre, soutenues par une augmentation du WCS et des coûts de diluant plus faibles. Le prix moyen obtenu pour le bitume s'est élevé à 48,85 dollars le baril pour le premier trimestre de 2019, comparativement à 35,61 dollars le baril au premier trimestre de 2018. Le prix moyen, en dollars canadiens, que la compagnie a obtenu pour le pétrole brut synthétique a généralement reculé par rapport au WTI, ajusté pour les changements du taux de change et des coûts du transport. Le prix moyen obtenu pour le pétrole brut synthétique s'est établi à 69,34 dollars le baril par rapport à 77,26 dollars le baril pour la même période en 2018.

La production brute de bitume à Cold Lake s'est établie en moyenne à 145 000 barils par jour au premier trimestre, contre 153 000 barils par jour pour la même période lors de l'exercice précédent. La baisse de production est principalement attribuable au calendrier de production associé à la gestion de la vapeur.

La production moyenne brute de bitume à Kearl s'est établie à 180 000 barils par jour au cours du premier trimestre (la part de l'Impériale se chiffrant à 127 000 barils), contre 182 000 barils par jour (la part de l'Impériale se chiffrant à 129 000 barils) lors du premier trimestre de 2018.

La quote-part de la compagnie dans la production brute de Syncrude s'est élevée en moyenne à 78 000 barils par jour, une hausse par rapport à 65 000 barils par jour au premier trimestre 2018. L'augmentation de la production est principalement attribuable à la réduction des temps d'arrêt, partiellement annulée par les effets de la limite de production imposée par le gouvernement albertain.

Le bénéfice net du secteur Aval était de 257 millions de dollars au premier trimestre, contre 521 millions de dollars à la même période en 2018. Les résultats ont diminué principalement en raison de l'affaiblissement des marges d'environ 180 millions de dollars et de l'impact des activités de fiabilité des raffineries d'environ 60 millions de dollars.

Le débit moyen des raffineries était de 383 000 barils par jour, par rapport à 408 000 barils par jour au cours du premier trimestre de 2018. L'utilisation des capacités de production était de 91 %, contre 96 % au premier

trimestre de 2018. La baisse du débit reflète une augmentation des activités liées à la fiabilité dans les installations de la compagnie.

Les ventes de produits pétroliers étaient de 477 000 barils par jour, par rapport à 478 000 barils par jour lors du premier trimestre de 2018.

Le bénéfice net du secteur des Produits chimiques s'est établi à 34 millions de dollars pour le premier trimestre, contre 73 millions de dollars pour le même trimestre en 2018, une baisse principalement attribuable à l'affaiblissement des marges.

Les dépenses des comptes non sectoriels et autres se sont élevées à 56 millions de dollars au cours du premier trimestre, comparativement à 34 millions de dollars pour la même période en 2018.

Situation de trésorerie et sources de financement

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 1 003 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à 985 millions de dollars pour la période correspondante de 2018, reflétant les effets du fonds de roulement plus élevé, partiellement compensés par des revenus plus faibles.

Les activités d'investissement ont donné lieu à des sorties nettes de 463 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à 365 millions de dollars au cours de la période correspondante de 2018.

Les liquidités affectées aux activités de financement s'élevaient à 517 millions de dollars au cours du premier trimestre, comparativement à 390 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2018. Les dividendes payés au cours du premier trimestre de 2019 étaient de 149 millions de dollars. Les dividendes par action versés au premier trimestre se sont élevés à 0,19 dollar, une hausse par rapport à 0,16 dollar pour la période correspondante de 2018. Au cours du premier trimestre, la compagnie a racheté, dans le cadre de son programme de rachat, environ 10 millions d'actions pour 361 millions de dollars, ce qui comprend les actions rachetées à la société Exxon Mobil Corporation.

Le solde de trésorerie s'établissait à 1 011 millions de dollars au 31 mars 2019, comparativement à 1 425 millions de dollars à la fin du premier trimestre de 2018.

Normes comptables publiées récemment

À compter du 1er janvier 2020, l'Impériale adoptera la norme du Financial Accounting Standards Board intitulée *Financial Instruments - Credit Losses (Topic 326)*, comme modifiée. Cette norme exige qu'une provision pour moins-value soit comptabilisée pour les pertes sur créance de certains actifs financiers, qui reflète les pertes de crédit courantes attendues sur la durée de vie contractuelle de l'actif. La provision pour moins-value tient compte du risque de perte, même s'il est négligeable, et tient compte des événements antérieurs, des conditions courantes et des attentes concernant le futur. L'Impériale évalue la norme et ses effets sur les états financiers de la compagnie.

Énoncés prospectifs

Les énoncés contenus dans le présent rapport qui sont liés à des situations ou des événements futurs, y compris les prévisions, les objectifs, les attentes, les estimations et les plans d'affaires, sont des énoncés prévisionnels. Les déclarations relatives au programme de rachat d'actions et aux activités d'investissement constituent des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les attentes, estimations, projections et hypothèses actuelles de la compagnie au moment où les énoncés sont faits. Les résultats financiers et d'exploitation réels futurs, y compris les attentes et les hypothèses concernant la croissance de la demande et la combinaison de sources énergétiques; le prix des marchandises et les taux de change; les taux, la croissance et la composition de la production, les lois et politiques gouvernementales applicables; les sources de financement; et les dépenses reliées aux immobilisations et à l'environnement pourraient varier considérablement selon un certain nombre de facteurs. Ces facteurs comprennent les variations de l'offre et de la demande de pétrole brut, de gaz naturel et de produits pétroliers et pétrochimiques ainsi que les répercussions sur les prix et les marges qui en découlent; le transport pour accéder aux marchés; les événements politiques ou réglementaires, y compris les modifications apportées aux lois ou aux politiques gouvernementales; les risques environnementaux inhérents aux activités d'exploration pétrolière et gazière et à la production et aux activités connexes; la réglementation environnementale; les taux de change; la disponibilité et la répartition du capital; les perturbations opérationnelles imprévues; la gestion de projet et les échéanciers; les dangers et les risques opérationnels; les incidents de cybersécurité; la préparation aux catastrophes; et les autres facteurs dont il est question dans les facteurs de risque à la rubrique 1A et à la rubrique 7 du rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Compagnie Pétrolière Impériale Limitée du plus récent rapport annuel sur formulaire 10-K.

Les énoncés prospectifs ne garantissent pas le rendement futur et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes, qui sont parfois similaires à ceux d'autres sociétés pétrolières et gazières, parfois exclusifs à l'Impériale. Les résultats réels de l'Impériale peuvent être sensiblement différents des résultats implicites ou explicites selon les énoncés prospectifs, et les lecteurs sont priés de ne pas s'y fier aveuglément. L'Impériale ne s'engage aucunement à publier une mise à jour de toute révision des énoncés prospectifs contenus aux présentes, sauf si la loi l'exige.

Le terme « projet » tel qu'il est utilisé dans ce rapport peut renvoyer à toute une gamme d'activités différentes et n'a pas nécessairement le même sens que celui qu'on lui donne dans les rapports sur la transparence des paiements au gouvernement.

Information quantitative et qualitative sur les risques de marché

L'information sur les risques liés au marché pour les trois mois clos le 31 mars 2019 est sensiblement la même que celle qui figure à la page 25 du rapport annuel de la compagnie sur le formulaire 10-K pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.